

Note d'information

Conseil d'Administration, 12 novembre 2013

Point n° 6

Présentation de l'étude UNCDF – LOBI
(Fonds d'équipement des Nations
Unies - Initiative transfrontalière de
Développement local)



Contexte

Les zones transfrontalières sont essentielles pour la stabilité de l'Afrique de l'Ouest. Les frontières des pays africains, tracées au cours de la période coloniale, sans refléter les réalités de vie ni les cultures locales, ont été une source de conflits sur le continent. L'emplacement des ressources naturelles stratégiques dans les zones transfrontalières pose des défis supplémentaires. Par conséquent, des actions communes engagées sur ces espaces par les Etats voisins sont essentielles pour faciliter le développement et garantir la stabilité. En outre, l'intégration régionale est conçue comme le meilleur moyen d'accélérer le développement socio-économique des pays africains et de promouvoir la paix et la stabilité de manière durable. D'une part, la volonté commune de se rapprocher peut éliminer ou atténuer les sources de conflits violents. D'autre part, l'expansion des marchés nationaux et l'harmonisation des cadres réglementaires peuvent favoriser la création d'un environnement favorable aux investissements sur le continent africain.

Mais ces espaces transfrontaliers, souvent enclavés ne bénéficient pas de l'infrastructure économique et sociale minimale. Depuis le sommet de Rio de Janeiro de 1992, l'importance de transférer des pouvoirs au niveau local a été réaffirmée lors de nombreuses conférences. Pourtant, le degré de décentralisation varie selon les pays, souvent les progrès sont contrariés par des administrations inefficaces et l'indisponibilité des ressources. Des institutions subrégionales comme l'UEMOA (Union Economique et monétaire Ouest africaine) et son conseil des collectivités (CCT), la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), où les gouvernements nationaux sont confrontés au défi d'engager un processus de décentralisation et d'impliquer d'avantage les collectivités territoriales au processus d'intégration régionale, afin d'entamer un processus de développement solidaire et durable.

Présentation du projet LOBI

L'Initiative transfrontalière de Développement Local (Local cross-Border Initiative - LOBI) est un programme global de UNCDF (United Nations Capital Development Fund ; français : Fonds d'équipement des Nations Unies qui vise à renforcer la gouvernance transfrontalière en Afrique, financée par le Luxembourg. LOBI propose d'appuyer des stratégies régionales et nationales et la promotion de projets pilote de développement local, ceci afin de renforcer la stabilité économique et la sécurité dans les PMA d'Afrique. Ce programme global est décliné dans le projet LOBI/UEMOA qui concerne l'espace des huit Etats de l'UEMOA.

Le projet sera mis en oeuvre à travers deux expériences pilotes en partenariat avec l'UEMOA et en lien avec la CEDEAO. L'UNCDF s'appuiera sur les autorités locales comme partenaires clés du processus dans quatre des huit pays de l'UEMOA : la Côte d'Ivoire, le Burkina, le Niger et le Mali. Cette initiative devra contribuer à renforcer les capacités des acteurs, tant locaux que nationaux et à faciliter le financement des investissements dans les espaces transfrontaliers. Le programme pilotera un mécanisme de développement local transfrontalier pour renforcer les investissements et soutenir les innovations dans les domaines du développement économique local, de la sécurité alimentaire, de l'équité du genre et contribuera directement à la pérennité des services de base pour les communautés transfrontalières.

Le projet sera exécuté en trois phases

- ≡ **La Phase I** (un an et demi) sera axée sur le développement d'un processus de développement local transfrontalier, y compris les mécanismes institutionnels et financiers conduisant à des investissements répondant aux besoins des communautés transfrontalières. Cette première phase, bien que ne comportant pas d'investissements, prendra appui sur les expériences en cours au niveau de l'UEMOA (notamment sur l'espace IIRSahel). Ces expériences mises en oeuvre par l'UEMOA hors politique transfrontalière constituent autant d'éclairages pour le présent programme.
- ≡ **La Phase II** (6 mois) consistera en une revue technique qui permettra d'évaluer les résultats obtenus dans la Phase I.
- ≡ **La Phase III** sera consacrée à l'investissement équitable au travers de la mise en oeuvre test d'un mécanisme de développement local. Le mécanisme transfrontalier sera piloté en Afrique de l'Ouest dans deux zones. A priori, les deux zones choisies sont la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali (« SKBo ») et la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger (« IIRSahel »). Les expériences pilote qui seront menées s'appuieront sur un processus de planification participative et l'intégration des investissements équitables dans les budgets locaux.

Intervention de la MOT

En juin 2013, l'UNCDF a missionné la MOT afin de lui fournir un appui méthodologique tout au long de la Phase I. La MOT a participé à un premier atelier de travail à Dakar en juillet 2013. Elle poursuivra son travail d'accompagnement jusqu'en juillet 2014, notamment en effectuant trois autres missions sur place.

Le travail de la MOT consiste à apporter un éclairage méthodologique aux travaux menés par les différents Etats d'Afrique l'Ouest impliqués dans ce projet (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger), à adapter des cadres juridiques existants en Europe, à produire une analyse des documents réalisés par l'UNCDF et à réaliser des actions de lobbying auprès des institutions européennes afin de renforcer la prise en compte du transfrontalier dans les politiques européennes d'aides au développement.

MOT contact :

Jean RUBIO,
chargée de mission,
+33 (0)1 55 80 56 91

